

TD 4 DEVELOPPEMENT DURABLE ET TRANSFORMATION NUMERIQUE

PARTIE 1 : Actions des parties prenantes et développement durable

Question 1 - Première historique : en Équateur, un vote stoppe l'exploitation d'un gisement pétrolier

A partir des deux documents ci-dessous, répondez aux questions suivantes :

- 1 - Quelles sont les différentes conséquences du référendum en Equateur ?
- 2 - Quels sont les faits reprochés à Carrefour ?

Publié: 23 août 2023, 22:27 CEST



Quito, le 14 août 2023 : la communauté indigène Waorani manifeste pour le oui au référendum visant à mettre fin à l'exploitation pétrolière dans le parc national Yasuni.

Le pétrole restera sous terre. Suite au référendum du dimanche 20 août, les quelque 13 millions d'Équatoriens en ont décidé ainsi : le pays se passera de la manne financière que représente l'exploitation du Bloc 43, situé en grande partie dans le [parc naturel de Yasuni](#) et responsable de 12 % de la production nationale d'or noir du pays.

Si le manque à gagner a été l'argument majoritaire du gouvernement sortant, les défenseurs de l'environnement ont relativisé les chiffres brandis par les responsables politiques. Quand l'entreprise nationale Petroecuador évaluait à 14,5 milliards d'euros les pertes que l'arrêt de ce projet représenterait sur vingt ans, les partisans de l'arrêt de l'exploitation ont, eux, rappelé que ces chiffres ne prenaient pas en compte le caractère très fluctuant des prix du pétrole, les coûts de production, et surtout les dommages causés aux écosystèmes.

Via les urnes, c'est bien la protection de ces derniers et la lutte contre le dérèglement climatique qui semblent avoir triomphé. Or en termes d'environnement, le parc du Yasuni a de quoi impressionner. Considérée comme une réserve de biosphère par l'Unesco, cette partie de la forêt amazonienne située à 250 km à l'est de Quito, la capitale, est également la

terre de deux des dernières populations amérindiennes en autarcie volontaire, les Tagaeri et les Taromenane. Le Parc de Yasuni, enfin, abrite en moyenne, sur une parcelle d'un hectare seulement, plus d'espèces de végétaux que toute l'Amérique du Nord.

Depuis 2007, ces terres luxuriantes de l'Équateur sont également protégées par la Constitution, qui reconnaît aux peuples autochtones « la propriété collective de la terre, en tant que forme ancestrale d'organisation territoriale ». De la terre, mais pas de son sous-sol riche en pétrole, propriété de l'État, ce qui a été remis en cause par ce référendum historique.

La Tribune
de l'assurance

Question 2 - Carrefour entre polémique au Brésil et tsunami de déconsommation en France

Publié le 29 août 2023 à 13h07 AOF

(AOF) - Carrefour est au cœur d'une polémique au Brésil rapporte Le Monde en citant le média d'investigation, Reporter Brasil. Selon ce dernier, l'un des fournisseurs du groupe de distribution alimentaire s'approvisionnerait auprès d'un éleveur accusé de déforestation en Amazonie. Alexandre Bompard, PDG du groupe Carrefour, a par ailleurs dressé sur France Info un tableau noir de la consommation en France. En Bourse, l'action Carrefour a perdu 4,55% à 17,405 euros, fermant ainsi la marche de l'indice CAC 40.

Selon le média brésilien, le groupe Frialto, fournisseur du groupe français, s'alimentait en bétail auprès de l'éleveur Bruno Heller, qui est soupçonné d'avoir déboisé illégalement 6 500 hectares de forêt. Elevé dans des fermes sanctionnées pour déforestation illégale, le bétail aurait été ensuite transféré dans des fermes en règle avec les normes environnementales. Il aurait ensuite été vendu au groupe Frialto.

Interrogé par AOF, Carrefour a contesté " fermement le bien-fondé de cette accusation". Le distributeur "n'a aucun approvisionnement de viande de bœuf venant du fermier incriminé (Bruno Heller) ou de membres de sa famille ". Il a rappelé que " Carrefour Brésil a un dispositif de surveillance par géo-monitoring satellite de plus de 33 000 fermes en temps réel au Brésil ". "Suite à l'alerte soulevée par Reporter Brazil, Carrefour Brésil a vérifié dans sa base de données l'absence de tout approvisionnement en viande de bœuf provenant du fermier incriminé ou de membres de sa famille", a ajouté la société.

PARTIE 2 : lien entre transformation numérique et transition écologique



Question 1 - En 2023, les entreprises devront combiner transformation numérique et transition écologique

Questions :

- 1 - Expliquez ce qu'est une transformation numérique verte.**
- 2 - Quels sont les outils permettant cette transformation numérique verte ?**
- 3 - Quelles sont les pressions auxquelles sont soumises les entreprises ?**

Par Mourad Krim 07/03/2023

Stimulée par les exigences réglementaires et l'attention de plus en plus pointilleuse des clients et des parties prenantes, la transformation numérique devient de plus en plus responsable. Toutefois, les entreprises sont confrontées à une difficulté majeure : comment et avec quels outils suivre, surveiller et communiquer les données relatives aux émissions.

Entre la migration des charges de travail dans le cloud, le renforcement de la posture de cybersécurité-résilience et les impératifs de durabilité et d'inclusivité, l'année 2023 risque d'être celle des chantiers structurants et intégrés pour les entreprises. Car il s'agit non seulement de déployer les bonnes technologies, mais en même temps d'engager l'entreprise dans une évolution vers le zéro émission, qui devrait structurer son image, sa communication et ses relations avec ses clients et ses fournisseurs dans la durée. En 2023, les initiatives durables devraient conditionner la transformation numérique des entreprises en encourageant l'adoption de pratiques écologiquement responsables et en favorisant l'utilisation efficace des ressources. De fait, l'intégration de technologies transformatrices telles que l'intelligence artificielle, l'Internet des objets, la réalité virtuelle et augmentée, l'informatique dans le cloud, la blockchain et les réseaux radio privés sont de plus en plus conditionnés par le respect des impératifs de durabilité et de réduction de l'empreinte carbone. L'objectif est de dépasser l'effet d'annonce ou écoblanchiment pour intégrer ces technologies dans une stratégie qui permet d'atteindre des objectifs opérationnels, commerciaux et durables, tangibles, donc mesurables. Selon la publication « Regards croisés » reposant sur des études de CIMT (Club des marketeurs in tech) et de PAC, le cabinet de conseil dans le domaine de la transformation numérique, « *les enjeux RSE sont au cœur des projets pour 85 % des DSI* ».

Transformation numérique et transition écologique se confondent

Même si le marché est tiré par la modernisation de l'outil informatique et le développement de nouveaux services, ces efforts sont de plus en plus dominés par les préoccupations écologiques. Soumises à la pression des clients, des investisseurs et de leurs écosystèmes, les

entreprises subissent en plus des objectifs gouvernementaux de plus en plus ambitieux pour lutter contre le changement climatique. Dans certains cas, ils exigent des entreprises qu'elles atteignent l'objectif zéro émission à une date fixée. En outre, les clients, les investisseurs et les autres parties prenantes attendent de plus en plus des entreprises qu'elles démontrent leur engagement en faveur du développement durable et présentent des bilans vérifiables. C'est ce qui explique la multiplication des annonces d'atteinte de l'objectif zéro émission en 2030. Selon un rapport de PAC datant de fin 2021, 87 % des entreprises européennes prévoient de parvenir à des émissions nulles d'ici à 2030 ou avant, et 88 % des entreprises européennes s'attendent à ce que l'informatique, le Green IT, soit le moteur de la réduction des émissions de carbone.

Traiter les données relatives aux émissions reste un défi

Toutefois, l'un des principaux obstacles auxquels sont confrontées les entreprises qui cherchent à se décarboner est la difficulté de suivre, surveiller et communiquer les données relatives aux émissions. La plupart des entreprises utilisent actuellement soit un mélange d'efforts manuels et de multiples outils de suivi (46 %), soit un ensemble disparate d'outils technologiques (34 %)...



Question 2 : Comment réussir la transition écologique de son entreprise

Questions :

- 1 – Définissez les termes contenus dans la phrase soulignée.
- 2 – Présentez les obligations légales en terme de transition écologique.

Au cœur des préoccupations sociales et environnementales, la transition écologique constitue à la fois un enjeu majeur et une réelle opportunité pour les entreprises. Masterclass, ateliers, diagnostics, accompagnement expert... la CCI Paris Ile-de-France multiplie les actions afin de faire progresser les entreprises en matière de transition énergétique, économie circulaire, gestion des déchets, mobilité propre, RSE, décarbonation...

Tour d'horizon avec Pierre-Olivier Viac, responsable Développement durable à la CCI Paris Ile-de-France.

Enjeux de la transition écologique pour les entreprises

« Tous les secteurs sont concernés par le **défi environnemental** car la pression des consommateurs et du marché fait que les entreprises ne peuvent plus rester à l'écart de cette tendance de fond. » affirme d'emblée Pierre-Olivier Viac.

La transition écologique des entreprises est désormais une donnée de marché incontournable dans de nombreux secteurs d'activité et les sociétés doivent y répondre pour assurer leur pérennité et leur développement. Mais cette transition écologique, qui peut intervenir dans des domaines variés – **mobilité, économie circulaire, éco-innovation, réduction des émissions de CO₂, transition énergétique, RSE...**– doit être envisagée comme une source d'opportunités et de développement économique, et non seulement comme une contrainte.

*« Les entreprises doivent bien sûr se conformer à des obligations légales croissantes (lois PACTE, Agec, climat et résilience) ainsi qu'aux réglementations propres à leur secteur d'activité. Mais elles doivent également prendre conscience que la **transition écologique** est aussi pour elles l'occasion d'innover, de se différencier, de réduire leurs coûts, voire d'obtenir des marchés publics. Certains appels d'offres ou marchés exigent en effet que l'entreprise soit engagée dans une démarche RSE (**Responsabilité Sociétale de l'Entreprise**). »*

A moyen terme, il s'agit aussi d'aider les entreprises à s'engager dans cette **trajectoire bas-carbone** vers laquelle l'économie doit tendre. Cela nécessite parfois de repenser son modèle économique pour le rendre plus vertueux (économie de la fonctionnalité, économie circulaire).